



M...

Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique et un accroissement du chômage.

Les peuples d'Europe n'ont pas à payer cette crise là, ils n'ont pas à subir les conséquences des politiques libérales qui entretiennent la spéculation et enrichissent un quarteron de banquiers, rentiers et autres « traders » irresponsables.

Enfermés dans le dogme libéral du moins d'État, les gouvernements organisent la diminution des dépenses publiques à l'échelle du continent : réduction des moyens d'intervention publics, privatisations des entreprises publiques, casse des Services Publics, casse du code du travail, gel des salaires, réduction des dépenses de solidarité et de protection sociale (retraite, santé, famille, éducation, ...), tout est bon pour passer nos acquis à la trappe, alors que la crise dicterait que soient prises des mesures aux antipodes des politiques actuelles.

A coup d'exonérations de charges sociales pour les entreprises, de baisses d'impôts, de niches fiscales pour les plus riches et de dumping fiscal pour attirer des investissements, les États organisent la fuite des finances publiques, à l'instar de ce qui est fait en France par son Président.

Les critères de convergence et une politique monétaire qui obligent les États à se financer auprès des marchés, expliquent l'explosion de la dette publique à l'échelle européenne.

Pour obtenir le financement de leurs déficits à des taux supportables les Gouvernements européens sont contraints de donner des garanties aux banques et à la finance internationale. Ces exigences entraînent le **blocage des salaires et du pouvoir d'achat, la casse des Services Publics, des solidarités, de la protection sociale et des acquis sociaux.**

Le résultat de tout cela pour les salariés, les retraités, les citoyens et les citoyennes d'Europe, c'est la précarité, le chômage, les fins de mois de plus en plus difficiles, la misère, l'exclusion, l'angoisse de l'avenir.

Cette politique n'est plus tenable et ne permettra pas de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes actuellement. Au contraire, il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques. Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie.

La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique, sociale et environnementale qui combat le dumping social notamment avec l'harmonisation de la fiscalité des entreprises et renforce le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des États membres. L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Des moyens doivent être donnés aux services publics afin qu'ils jouent tout leur rôle.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale, sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

L'emploi, les salaires, la protection sociale (retraite, santé,...), les conditions de travail et les services publics sont au cœur des préoccupations de tous les salariés du secteur privé comme du secteur public. Ils attendent des réponses rapides et davantage de justice sociale. Il est de votre responsabilité de représentant de la Nation de prendre en compte tous ces éléments et qu'une autre politique économique, sociale et environnementale moins inégalitaire, socialement plus juste soit mise en place.

Quels engagements entendez vous prendre pour répondre à ces préoccupations ?

Je vous prie d'agréer, M..., l'expression de nos sentiments respectueux.

Pour les organisations,